

Désarmement atomique:

L'AMÉRIQUE ET LA RUSSIE REPRENNENT LES NÉGOCIATIONS

Le désarmement atomique retient de nouveau l'attention internationale. C'est notamment dans l'optique de la prochaine conférence de vérification du Traité sur la non-prolifération des armes nucléaires (TNP) que le nouveau président des Etats-Unis Obama et son homologue russe Medvedev mettent l'accent sur l'exemple que les deux pays entendent donner en termes de réduction des armes atomiques. Ils veulent en effet remplacer cette année encore l'accord START I par une nouvelle convention. Si des mesures substantielles devaient suivre cette initiative limitée de désarmement, il faudrait néanmoins surmonter encore toute une série de pierres d'achoppement. Le monde sans armes nucléaires auquel aspire le président Obama restera une simple vision.



Le président Obama et le président Medvedev annoncent des négociations sur le désarmement nucléaire, 01.04.2009

Le désarmement atomique et le contrôle de l'armement vérifiables n'occupaient qu'un minuscule strapontin sous la présidence de George W. Bush. Le nouveau président des Etats-Unis Obama a remis ces thèmes à l'ordre du jour. Quatre facteurs essentiels ont contribué à ce que Washington et Moscou se préoccupent aujourd'hui de nouveau du désarmement atomique. Premièrement, l'accord START I en vue de la limitation de l'armement nucléaire stratégique, entré en vigueur en décembre 1994, arrive à expiration le 5 décembre 2009. Certes, les Etats-Unis

et la Russie ont mis en application le traité de Moscou (SORT) en juin 2003 aux termes duquel ils entendent réduire le nombre d'ogives nucléaires stratégiques stationnées de part et d'autre d'environ deux tiers d'ici à 2012, soit à un nombre situé entre 1700 et 2200. Contrairement à START I, cet accord ne contient toutefois aucune disposition concernant les vecteurs et ne comporte pas non plus de mesures de vérification propres. Sans START, tout contrôle vérifiable de l'armement atomique serait par conséquent condamné à disparaître.

Deuxièmement, dans l'optique de la prochaine conférence de vérification du traité de non-prolifération qui aura lieu en avril 2010, Washington et Moscou se sentent sous pression en ce sens qu'il s'agira de part et d'autre de prouver que des efforts ont été faits dans le domaine du désarmement. Sur plus de 25 000 ogives nucléaires installées dans le monde, plus de 90% sont propriété des Etats-Unis ou de la Russie. Si les deux Etats veulent éviter non seulement un nouvel échec de la rencontre des Etats signataires du TNP comme en 2005, mais aussi un nouvel affaiblissement du TNP, ils devront montrer qu'ils remplissent leurs obligations en matière de désarmement conformément à l'article 6 du Traité. Sinon, il deviendra probablement de plus en plus difficile d'obliger les Etats sans armes nucléaires à respecter le TNP et d'imposer un arrêt de la prolifération nucléaire.

Troisièmement, un débat international – qui trouve son origine aux Etats-Unis – s'est développé autour d'un désarmement nucléaire intégral. Le président Obama a pris la tête de ce mouvement avec son discours tenu à Prague le 5 avril 2009 dans lequel il a décrit un monde sans armes atomiques comme étant un objectif futur. Aussi surprenant que cela puisse

paraître, le président Medvedev a également souscrit à cette vision lors de sa première rencontre avec Barack Obama.

Enfin, et quatrième, le désarmement nucléaire et le contrôle de l'armement constituent un thème idéal pour l'amélioration des relations bilatérales américano-soviétiques, car ce domaine recèle comparativement peu de matière à conflit. Le président Obama espère obtenir la coopération avec Moscou dans beaucoup de questions internationales qui suscitent l'intérêt des deux parties, comme par exemple les mesures à prendre pour empêcher l'Iran de s'équiper en armes atomiques.

Les Etats-Unis et la Russie ont néanmoins aussi des intérêts nucléaires divergents. Pour Washington, les armes atomiques restent certes des instruments importants de la politique de sécurité. Depuis la fin de la guerre froide, elles ont toutefois perdu beaucoup de leur importance. A l'époque, les Etats-Unis disposaient globalement d'un peu plus de 22 000 armes atomiques; ce chiffre a aujourd'hui fondu à quelque 5 500. Depuis le début des années 1990, plus aucun concept d'armes nucléaires n'a été développé et c'est bien plus l'amélioration des capacités opérationnelles traditionnelles qui a occupé le devant de la scène. Cette tendance à la dénucléarisation de la politique de sécurité américaine va se poursuivre sous le président Obama.

Documents importants

- **Accord Start I** [☞](#)
- **Traité de Moscou (SORT)** [☞](#)
- **Traité sur la non-prolifération des armes nucléaires** [☞](#)
- **Déclarations préalables Obama/Medvedev pour de nouvelles négociations sur le désarmement, 01.04.2009** [☞](#)
- **George P. Shultz, William J. Perry, Henry A. Kissinger, Sam Nunn, «Toward a Nuclear-Free World», 15.1.08** [☞](#)
- **Discours de Prague du président Obama, 05.04.2009** [☞](#)

Pour la Russie en revanche, les armes atomiques sont des attributs importants de son rôle de grande puissance qu'elle a elle-même mis en scène. Les capacités conventionnelles des forces de combat russes restent nettement en deçà de celles des Etats-Unis et de l'OTAN. Les relations avec la Chine ne vont pas sans déranger. La menace nucléaire occupe donc une place importante aux yeux de la direction russe. Par voie de conséquence,

l'arsenal nucléaire russe est modernisé en fonction des objectifs à atteindre. Le président Medvedev a annoncé un renouvellement fondamental d'ici à 2020. Tant que les nouveaux traités de désarmement n'entravent pas les projets sous-jacents, ils sont les bienvenus à Moscou dans la mesure où ils peuvent ostensiblement démontrer la parité de rang prévalant entre la Russie et les Etats-Unis.

Un nouveau traité encore en 2009?

Les présidents Obama et Medvedev ont décidé de ne pas prolonger l'accord START I de cinq ans – comme le prévoit une clause particulière –, mais de le remplacer par une nouvelle convention. Ni Washington ni Moscou n'ont intérêt à progresser sur la voie des mesures de vérification extrêmement complexes et aussi très onéreuses qui ont été définies dans START I. Mais pour ne pas rester entièrement sans contrôle d'armement vérifiable, il faut agir vite. Pour que le nouveau traité de désarmement puisse encore être ratifié par le Congrès américain et par la Douma russe avant l'expiration de START I, il faudrait qu'il soit soumis aux deux parlements en août 2009. Les premières négociations ont eu lieu le 24 avril 2009 à Rome.

Néanmoins, il semble aujourd'hui déjà ne pas faire de doute que l'accord devant faire suite à START ne contiendra que des mesures limitées de désarmement. Vu l'urgence, les délégations à la négociation vont devoir se focaliser sur quelques questions centrales. Les armes atomiques non stratégiques seront laissées à l'écart; la défense antimissile devrait tout au plus jouer un rôle marginal. C'est donc le problème de la simplification des activités de surveillance qui va occuper le premier plan.

Par ailleurs, les deux parties vont probablement s'engager pour de nouveaux plafonds d'environ 1 500 ogives nucléaires disposées de part et d'autre sur des vecteurs stratégiques. Cette marge n'est que très peu inférieure à celle dont les deux pays étaient convenus dans le traité de Moscou. Avec un tel plafond, les Etats-Unis pourraient éviter des décisions de grande portée par exemple concernant la mise hors service d'une partie de leur triade stratégique composée de fusées basées au sol, de fusées portées par des sous-marins et de bombardiers à long rayon d'action, décisions qu'il faudrait sans aucun doute prendre si les plafonds

étaient abaissés. De son côté, la Russie pourrait sans problème convenir d'une limite supérieure de 1 500 ogives stratégiques compte tenu de ses actuels plans de modernisation qui prévoient entre 1 400 et 1 600 ogives sur des vecteurs en majorité nouveaux.

Thèmes litigieux

En matière de désarmement, les deux parties placent leurs centres de gravité à des endroits différents. Les Etats-Unis préfèrent réduire les ogives nucléaires; la Russie veut inclure les vecteurs. Ces deux approches recèlent deux thèmes litigieux: le recensement des ogives nucléaires non stationnées et utilisables pour les systèmes stratégiques et la prise en compte des vecteurs armés d'ogives conventionnelles.

La planification actuelle des Etats-Unis est basée sur environ 1 500 ogives nucléaires qui sont gardées en réserve. Sous la pression de l'administration Bush, celles-ci n'ont pas été prises en considération dans le traité de Moscou. La Russie n'entretient aucune réserve nucléaire pour ses forces de combat stratégiques. Moscou, logiquement, exige l'intégration de toutes les armes atomiques stratégiques dans le contrôle des armements. Et c'est là qu'une préoccupation russe surgit sous les feux de la rampe: si tel devait ne pas être le cas, Washington pourrait en très peu de temps équiper ses armes porteuses d'un nombre plus grand d'ogives sans que la Russie soit en mesure de trouver une parade semblable.

La situation est semblable s'agissant de la problématique complexe des vecteurs stratégiques équipés d'armement conventionnel. Seuls les Etats-Unis disposent de tels systèmes, la Russie n'en a pas. Ainsi, le bombardier à long rayon d'action B-1 n'est plus équipé d'armes nucléaires, mais seulement d'armes conventionnelles. Pour l'avenir, Washington se réserve de surcroît la possibilité d'équiper d'ogives conventionnelles également les fusées à long rayon d'action stationnées sur les sous-marins Trident. Les experts russes considèrent les vecteurs stratégiques conventionnels comme étant un problème de poids, car les Etats-Unis pourraient non seulement retourner leur veste et rééquiper ces plateformes d'ogives nucléaires, mais aussi les utiliser avec un armement conventionnel uniquement pour des attaques dirigées sur des objectifs stratégiques en Russie. Finalement, les deux

parties devront s'entendre sur un compromis qui comporte non seulement des éléments de START I, mais aussi du traité de Moscou et qui intègre ainsi les ogives et les vecteurs.

Poursuite du désarmement

Les réductions nucléaires auxquelles il faut s'attendre dans le cadre d'un accord faisant suite à START devraient dans une large mesure être de nature cosmétique. Selon les présidents Obama et Medvedev, un tel accord ne doit représenter qu'une étape intermédiaire précédant la prise d'importantes mesures de désarmement nucléaire. Avant d'envisager des mesures plus drastiques, il faudrait prendre en considération toute une série de thèmes nucléaires complexes, raison pour laquelle les négociations dans ce domaine vont probablement se révéler très difficiles.

La question de la *défense antimissile* occupera une place importante. La Russie a élevé de vives protestations contre le stationnement prévu de fusées antimissiles américaines en Pologne et l'installation d'un système radar en Tchéquie (analyse CSS n° 12). Toutefois, le président Obama ne suit pas la question de la défense antimissile avec le même enthousiasme que George W. Bush et semble être prêt à faire des compromis. De même, la crise économique

et financière, qui se répercute sur le budget américain de la défense, engendre des retards dans le développement du système dont la maturité n'a de surcroît encore été prouvée d'aucune manière. Néanmoins, Washington ne devrait pas totalement renoncer à la défense antimissile. Les dangers qui émanent non seulement d'Iran, mais aussi de la Corée du Nord, ne sont pas écartés. Au plan de la politique intérieure, Barack Obama doit par ailleurs ménager les républicains, car il a besoin de leur agrément au Sénat pour faire passer un nouvel accord sur le désarmement. Si Russes et Américains ne parviennent pas à collaborer sur ce terrain et si Moscou devait aussi poursuivre ses projets (limités) de défense, ce sont les systèmes de défense antimissile purement nationaux qui, des deux côtés, traceront les limites de la réduction des systèmes offensifs stratégiques.

Un autre aspect a trait à la *dissuasion élargie*. Les États-Unis doivent désormais aussi disposer de suffisamment d'armes

atomiques afin que leur dissuasion nucléaire élargie soit crédible non seulement dans le cadre de l'OTAN, mais aussi aux yeux de leurs alliés en Asie. Dans une optique européenne, les armes atomiques non stratégiques présentent un intérêt particulier dans ce contexte. Jusqu'à présent, Moscou est resté peu enclin à les intégrer dans le contrôle des armements. Avec plus de 2000 systèmes de cette catégorie prêts à être engagés, la Russie jouit actuellement d'une suprématie quantitative en comparaison des 150 à 240 armes atomiques américaines stationnées aux Pays-Bas, en Belgique, en Allemagne, en Italie et en Turquie. En conséquence, les États-Unis tout comme ses partenaires européens ont un intérêt fondamental à intégrer cette catégorie d'armes dans le contrôle des armements. Moscou considère toutefois sa supériorité numérique au niveau des armes atomiques non stratégiques comme une compensation de son infériorité en termes de forces de combat conventionnelles.

Un retrait hors d'Europe de toutes les armes nucléaires américaines suite à de nouvelles conventions de désarmement servirait certes la Russie à tous égards, mais engendrerait de nouveaux problèmes pour l'OTAN, car tout au moins les nouveaux membres de l'Alliance esti-

ment que la présence nucléaire des États-Unis est nécessaire en Europe afin de produire un meilleur effet de dissuasion face à la Russie. Les pays de l'OTAN dans lesquels des armes nucléaires américaines sont stationnées apprécient en outre la longueur d'avance dont ils disposent en matière d'informations sur les planifications nucléaires américaines. Enfin, le stationnement d'armes nucléaires américaines en Europe devrait encore et toujours empêcher la prolifération nucléaire au sein de l'Alliance. Et un retrait des armes nucléaires américaines de Turquie, mené parallèlement au développement d'une bombe atomique iranienne, stimulerait à coup sûr le débat déjà amorcé sous le manteau dans le Bosphore au sujet d'un armement nucléaire turc.

La question de la *distance à respecter vis-à-vis des autres puissances atomiques* est un point important pour Washington et Moscou. Avec leurs mesures de désarmement, les deux pays ne veulent en aucun cas fournir aux autres États nucléaires, en

particulier la Chine, des incitations pour une course à l'armement nucléaire. C'est pourquoi il faudra, dans les négociations subséquentes à un accord post-START, discuter la question de savoir à partir de quel niveau de désarmement il convient d'intégrer les autres puissances atomiques. Il faut en outre prendre en considération l'aspect de l'*infrastructure nucléaire*. Plus elle sera performante, plus tôt on pourra procéder à des coupes claires dans les armes atomiques. Il sera alors possible de réagir rapidement et de manière flexible même à des changements imprévus intervenus dans la situation stratégique. Aux États-Unis toutefois, la performance des laboratoires et des autres infrastructures afférentes n'est actuellement pas tenue en haute estime, car les meilleurs cerveaux se sont tournés vers d'autres horizons suite à la stagnation enregistrée ces dernières années dans le développement des armes nucléaires.

Si des mesures de désarmement plus poussées devaient être prises, il faudrait aussi adapter la *planification des objectifs*. Aux États-Unis, il ne serait plus possible de maintenir les actuels plans opérationnels qui placent dans leur ligne de mire les sites de stationnement pour les armes nucléaires, biologiques et chimiques, les centrales de commandement et de contrôle, les centres de pilotage politiques et militaires ainsi que les industries de guerre en Russie et en Chine. Enfin, des questions difficiles se posent également en ce qui concerne le *regroupement des forces de combat stratégiques*. Ainsi, avec plus que 1000 ogives stratégiques, les États-Unis devraient complètement renoncer à un élément de leur triade stratégique.

Un désarmement nucléaire dépassant le périmètre d'un accord faisant suite à START pose des défis énormes. De là à jauger dans quelle mesure un monde sans armes atomiques restera une vision de l'esprit, il n'y a qu'un pas. La réalisation de ce nouvel univers exigerait l'implication de toutes les puissances atomiques officielles et non officielles dans le désarmement, la mise sur pied d'un système de surveillance très intensive auquel tous les États devraient participer pour être en mesure de détecter les réarmements atomiques secrets, ainsi que des mesures efficaces contre les pays qui seraient surpris en train de développer des programmes nucléaires en catimini. Le discours tenu par le président Obama à Prague renforce l'autorité morale des États-Unis dans ses efforts de non-prolifération,

mais ne va guère influencer le contenu des négociations sur le désarmement.

Le rôle de la Suisse

Ces dernières années, la Suisse est devenue plus active dans le domaine du désarmement nucléaire. Ainsi, elle a soumis à l'assemblée générale de l'ONU, conjointement avec le Chili, le Nigeria, la Suède et la Malaisie, une résolution demandant un abaissement du degré d'opérationnalité des armes nucléaires (*De-Alerting*). Dans ce contexte, elle a critiqué le fait que 20 ans après la fin de la guerre froide, il reste toujours des milliers d'armes nucléaires prêtes à être engagées sur-le-champ. Elle a donc récemment exhorté les Etats-Unis et la Russie à inclure cette problématique dans l'accord devant faire suite à START. De concert avec la Finlande, la Suède, l'Autriche, la Lituanie et l'Ukraine, la Suisse s'engage en outre pour une réduction des armes atomiques non stratégiques. Elle s'oppose également aux efforts couramment entrepris dans plusieurs Etats disposant d'armes nucléaires en vue de moderniser et de développer les systèmes existants (prolifération dite verticale). A long terme, elle aspire à une suppression complète, irréversible et vérifiable des armes atomiques dans le monde entier.

Les mesures de désarmement nucléaire sont absolument dans l'intérêt de la Suisse en termes de politique de sécurité. Parallèlement, les exigences que la diplomatie helvétique pose aux Etats nucléaires sont probablement aussi à mettre en partie sur le compte du motif de politique extérieure consistant à démontrer à Téhéran la crédibilité de la Suisse en sa qualité d'intermédiaire neutre dans le différend autour du programme nucléaire iranien. Compte tenu du fait qu'elle n'est pas membre de l'OTAN et eu égard à sa vaste expérience dans le domaine des bons offices et du désarmement classique, la Suisse dispose à tous égards de bases adéquates pour prendre des initiatives dans le domaine du désarmement nucléaire. Cependant, elle devrait ici miser strictement sur une diplomatie discrète plutôt que de critiquer ouvertement les Etats nucléaires de l'OTAN par exemple, à plus forte raison qu'elle a elle-même constamment profité du bouclier nucléaire occidental déployé sur l'Europe.

I Editeur responsable: Daniel Möckli
analysen@sipo.gess.ethz.ch

I Commande d'analyses et abonnement gratuit: www.ssn.ethz.ch

Parus jusqu'à présent

- N° 54: Alliance de contradictions: l'OTAN après le sommet anniversaire
- N° 53: Désarmement atomique: l'Amérique et la Russie reprennent les négociations
- N° 52: Prospective stratégique: anticipation et capacité d'agir
- N° 51: Afghanistan: nouvelle stratégie et nombreuses questions
- N° 50: Rapport sur la politique de sécurité: points cruciaux et débats
- N° 49: Le conflit au Proche-Orient après la guerre de Gaza
- N° 48: Lutte antiterrorisme: bilan intermédiaire
- N° 47: Pakistan: partenaire de sécurité et foyer de crise
- N° 46: Livre blanc: nouvelle stratégie de sécurité nationale de la France
- N° 45: L'importance croissante des acteurs civils dans les conflits violents
- N° 44: Politique étrangère suisse: nouvelles orientations
- N° 43: Le conflit nucléaire iranien: état d'avancement et options
- N° 42: Une approche globale dans la gestion internationale des crises
- N° 41: Politique extérieure américaine sous Bush: bilan et perspectives
- N° 40: Sécurité et développement: entre convergence et concurrence
- N° 39: Crise du Caucase: épreuve pour la Russie et l'Occident
- N° 38: Importance stratégique croissante de l'Afrique
- N° 37: Politique européenne de la Suisse: le bilatéralisme – solution permanente?
- N° 36: La sécurité énergétique en Europe: état et perspectives
- N° 35: Politique suisse au Proche-Orient: ambitieuse et controversée
- N° 34: Opérations d'information: tendances et controverses
- N° 33: Lézardes sous la fondation: l'OTAN après le sommet de Bucarest
- N° 32: Open Source Intelligence: nouveau paradigme du renseignement?
- N° 31: Secteur européen de l'armement: l'Etat sera obligé de s'adapter
- N° 30: Gestion des risques et politique de sécurité
- N° 29: L'indépendance contestée du Kosovo
- N° 28: La PESD après le Traité de Lisbonne
- N° 27: Tendances stratégiques actuelles
- N° 26: Changement climatique et politique de sécurité
- N° 25: Après Annapolis: processus de paix fragile au Proche-Orient
- N° 24: Conflits liés à l'environnement: importance et solutions
- N° 23: Gestion stratégique des crises: tendances et concepts
- N° 22: Comparaison des forces de réaction rapide de l'OTAN et de l'UE
- N° 21: La Turquie à l'orée d'une réorientation stratégique?
- N° 20: Neutralité et capacité d'action extérieure de la Suisse
- N° 19: Corée du Nord: vers le désarmement nucléaire?
- N° 18: La montée des islamistes au Proche-Orient: démarcation et dialogue
- N° 17: Après les élections: la politique étrangère de la France en transition
- N° 16: Infrastructures critiques: vulnérabilités et protection
- N° 15: Que veut la Russie? Ambitions et limites d'une grande puissance
- N° 14: Politique de défense allemande: continuité et évolution
- N° 13: L'économie de la drogue sur l'angle de la politique de sécurité
- N° 12: La défense antimissile américaine: un défi stratégique pour l'Europe
- N° 11: Stabilisation difficile en Afghanistan
- N° 10: L'UE et la transformation de sécurité européenne
- N° 9: Avant la décision sur son statut: le Kosovo entre nouvelles violences et paix fragile
- N° 8: La montée de la Chine: déplacements de pouvoir régionaux et mondiaux
- N° 7: Le maintien de la paix à l'ONU: des missions en évolution
- N° 6: Le secteur privé, nouvel acteur de la politique de sécurité
- N° 5: Risques biologiques: protection contre les pandémies et le bioterrorisme

CSS cartes et graphiques

Les cartes et graphiques des analyses CSS peuvent être téléchargés:

<http://www.css.ethz.ch/graphics>